



Nouvelles d'Espagne et du Portugal



Agriculture et pêche

N°1 – Juin 2018

Faits marquants :

- *L'Espagne et le Portugal font front commun avec la France pour une hausse de la proposition de budget pour la PAC post2020.*
- *L'arrivée de Luís Planas, nouveau Ministre espagnol de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, rassure.*
- *Le Comité Mixte vitivinicole ouvre des perspectives communes aux professionnels français et espagnols.*
- *La guerre commerciale entre les Etats-Unis et l'olive de table noire espagnole s'amplifie.*
- *Ouverture des marchés chinois et indien au porc portugais.*

Politique agricole

Luís Planas, nouveau Ministre de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation espagnol : réactions positives unanimes. Son parcours européen, son profil international et son expérience de l'agriculture et de la pêche rassurent l'ensemble des milieux agricoles et agroalimentaires espagnols pour affronter les grands défis des mois à venir (négociations PAC2020, Brexit, accords UE-Maroc et UE-Mercosur). Concernant les négociations sur la future PAC, il a déclaré qu'il s'agissait d'un sujet relevant de l'Etat, qu'il préparera en concertation avec les 17 Communautés autonomes du pays.

Un « statut » pour les petites exploitations agricoles familiales portugaises. Il s'agit d'un dispositif de discrimination positive visant à préserver les 100 000 agriculteurs disposant de revenus annuels inférieurs à 25 000 € et qui reçoivent moins de 5 000 € de la PAC, soit 40% des bénéficiaires PAC portugais. Ces agriculteurs seront prioritaires pour l'accès aux aides communautaires et aux marchés publics locaux. Ils bénéficieront d'un régime simplifié pour les autorisations d'exploiter et d'un régime social et fiscal plus favorable.

Actualité PAC

Pour le Premier Ministre portugais, António Costa, la proposition de la Commission n'est pas satisfaisante. Cette proposition prévoit une baisse de l'enveloppe portugaise de 6% pour atteindre 7,6 Md€ (en prix courants) pour la période 2021-2027, et surtout une réduction de 15% des aides au développement rural (passant de 4 Md€ à 3,4 Md€). Le Portugal redoute une augmentation du taux de cofinancement national de 15 à 30%, qui aura des conséquences particulièrement lourdes pour les comptes publics.

L'Espagne et le Portugal font front commun avec la France pour une hausse de la proposition de budget pour la PAC post2020. Les ministres français, espagnol, portugais, mais aussi irlandais et des représentants de la Finlande et de la Grèce, ont présenté le 31 mai à Madrid une déclaration conjointe sollicitant la hausse de la proposition de budget pour la PAC pour la période 2021-2027 afin qu'il conserve son niveau actuel. Depuis, 14 autres Etats membres ont rejoint cette position ce qui porte aujourd'hui à 20 le nombre total de pays soutenant la « Déclaration de Madrid ».

Climat

Episodes de fortes pluies et grêle à répétition. Les tempêtes de pluie et de grêle de fin mai-début juin ont provoqué d'importants dégâts en Espagne : près de 10 000 ha de cultures (céréales d'hiver, fruits à noyau, fruits à pépins notamment) ont été touchés en Catalogne, 1 300 ha de cultures de la Communauté de Valence (vigne et arbres fruitiers principalement). Le Portugal n'a pas été épargné : 240 ha de vignobles ont été affectés dans la région du Douro, considérée comme patrimoine de l'humanité par l'UNESCO. Outre les dégâts immédiats, les viticulteurs ibériques sont préoccupés par l'accumulation d'eau qui provoque le flétrissement de la vigne et favorise le développement du mildiou.



En Espagne, les indemnités au titre des aléas climatiques du premier semestre 2018 devraient dépasser les 200 M€. Selon *Agroseguro*, l'impact des événements météorologiques (gelées, grêle, tempêtes de pluie et vent violents) recensés depuis le début de l'année devrait générer des indemnités assurantielles estimées à 196,30 M€, pour 209 287 ha affectés. Les cultures les plus impactées sont les céréales, agrumes, kaki et légumes.

Gestion de l'eau, irrigation

L'irrigation en Espagne augmente en 2017, à plus de 3,7 millions d'hectares. Au total, le pays compte 3,79 Mha irrigués, soit une augmentation de 0,87% en 2017, poursuivant ainsi la tendance de la dernière décennie. La surface irriguée représente 22% de la surface totale cultivée. Lors des années de graves sécheresses comme en 2017, les systèmes gravitaires perdent du terrain au profit de l'irrigation localisée ou par goutte à goutte, qui représente 51% de la surface irriguée (1,9 Mha). L'objectif de la Stratégie Nationale d'irrigation 2018-2025 est de moderniser à terme 800 000 ha de surface irriguée.

Types d'irrigation en Espagne

Type d'irrigation	Surface en 2007 (ha)	Surface en 2017 (ha)	Part des techniques d'irrigation en 2017
Gravité	1 115 271	926 748	24,8%
Aspersion	464 619	570 360	15,3%
Rampe d'irrigation automotrice	250 483	318 695	8,5%
Localisé	1 502 327	1 917 892	51,4%
Autres/Sans information	20 082	n.a	
TOTAL	3 360 782	3 733 695	100%

Source : *Economía Agraria* mars-avril 2018, n°163

L'Andalousie est la Communauté autonome qui possède le plus de surfaces irriguées (1,095 Mha soit 29,4% des surfaces irriguées espagnoles), suivie de Castille-la-Mancha (14,4%), Castille-et-Léon (11,9%) et l'Aragon (10,9%). Aux Canaries, 57,6% de la surface cultivée est irriguée. Les céréales sont les cultures les plus irriguées (926 795 ha soit 25% de la surface irriguée du pays), suivie des oliviers et de la vigne. L'irrigation par gravité est utilisée pour les céréales quand l'irrigation localisée est utilisée à 94% pour les cultures pérennes, les oliviers et la vigne.

Filières agricoles et agroalimentaires

Céréales

Le Portugal tente de relancer sa production de céréales. Le ministère de l'Agriculture a élaboré une stratégie nationale pour relancer la céréaliculture, avec l'ambition de faire passer le taux d'autosuffisance en céréales de 25% à 38% d'ici 2022. Cette stratégie prévoit 20 mesures, dont la création de la marque « Céréales du Portugal », la constitution d'une organisation interprofessionnelle et d'un agenda pour l'innovation dans le secteur. Le Ministre Luís Capoulas Santos a reconnu que le Portugal ne pourra pas être autosuffisant en céréales, mais a estimé qu'il était nécessaire de créer les conditions pour que ces cultures se développent. Depuis la fin des années 80, la surface portugaise en céréales a chuté d'environ 70% et la production est passée de 1,65 Mt (en 1986) à 1,14 Mt (en 2016).

Lait

Depuis la fin des quotas, les fromages espagnols progressent à l'export. Deux ans après la fin des quotas laitiers, les prix payés aux producteurs (0,33€/L) restent inférieurs à la moyenne de l'UE et la concentration du secteur se poursuit : le nombre d'exploitations est passé de 17 090 à 14 424 entre 2011 et 2015 (-15%), tandis que le cheptel bovin lait se maintient à 853 000 têtes, avec une hausse de production de 5% entre 2014 et 2017 pour dépasser les 7 Mt, soit plus des deux tiers des besoins du pays. L'augmentation de la production a été positive pour les industries de transformation qui ont développé leurs exportations de produits transformés. Ainsi les exportations de fromages espagnols sont passées de 49 779 t à 81 120 t entre 2011 et 2016 soit une augmentation de 62%. Les ventes extérieures de crèmes et yaourts ont elles aussi augmenté. Contrairement à certaines prévisions, il n'y a pas eu de réorganisation géographique du secteur : la Galice totalise toujours la moitié des exploitations laitières espagnoles et la part de chaque Communauté autonome dans la production nationale est stable.

Porc

De nombreux villages espagnols se mobilisent contre l'élevage porcin industriel. Dans tout le pays, des manifestations s'organisent pour stopper le développement d'élevages industriels de plus de 2 000 porcs. Avec l'augmentation des exportations vers la Chine (323 682 t, soit 509 M€, en 2017), les intégrateurs explorent de nouvelles possibilités d'installation d'élevages intensifs dans les zones les plus dépeuplées d'Espagne situées au Sud de la Catalogne et de l'Aragon, qui concentrent déjà plus de la moitié du cheptel porcin espagnol et dont les eaux sont polluées par les nitrates.



Outre les conséquences sur l'environnement, les opposants à l'intensification de l'élevage porcin pointent du doigt le fait que ces exploitations intégrées ne favorisent pas l'emploi rural (suppression des emplois indirects) et sont un frein à l'installation de nouvelles familles dans les villages. En réponse à ces critiques, le Ministre régional de l'Agriculture de Castilla-La-Mancha, Francisco Martínez Arroyo, a annoncé son intention de supprimer les aides aux exploitations de plus de 1 000 porcs. Premier cheptel porcin européen (30,1 millions de têtes), l'Espagne est le troisième exportateur mondial de porc, après les Etats-Unis et la Chine.

Vins

Comité Mixte vitivinicole : les viticulteurs français et espagnols accordent leurs violons. Né dans la douleur des tensions commerciales transfrontalières de 2016 et 2017, le Comité Mixte franco-espagnol vitivinicole a affiché une entente des plus cordiales et studieuses lors de sa seconde réunion le 12 juin à Madrid. D'une seule voix, les représentants des filières françaises et espagnoles ont présenté leur projet d'observatoire économique commun. Ils ont ensuite exprimé aux 2 administrations leurs positions communes pour le maintien des spécificités viticoles dans la future PAC et la poursuite des programmes d'aide au secteur viticole. Enfin, ils ont échangé sur l'adaptation de leurs vignobles au changement climatique.

4 consommateurs sur 10 de vin dans le monde connaissent La Rioja. L'appellation espagnole d'origine réalise seulement 32,7% de ses ventes en volume (soit 240 millions de bouteilles) en Espagne (37,3% en valeur). Les exportations de Rioja représentent quant à elles 40% des exportations totales de vin AOP espagnols.

Huile d'olive

Prix en baisse au producteur, en hausse pour le consommateur. Alors que les prix baissent de 39% et 33% pour l'huile vierge (2,4 €/kg) et extra vierge (2,7 €/kg) par rapport à mai 2017, le prix consommateur augmente lui de 1,6% entre la deuxième et la troisième semaine de mai 2018, à 5,17 €/L. Ainsi, certains syndicats espagnols dénoncent une anomalie de marché provoquée par la pression sur les opérateurs exercée par la grande distribution.

Tomate

Moins de tomates industrielles portugaises en 2018. L'Institut national de statistiques (INE) prévoit une forte réduction (- 25%) de la surface dédiée à la culture de la tomate industrielle en raison des difficultés phytosanitaires qu'a connues le secteur en 2017. En effet, à la suite d'importantes attaques d'aleurodes et d'acariens, de nombreux producteurs ont abandonné cette culture.

Bio

Les producteurs bio portugais critiquent le projet de législation européenne. L'Association portugaise d'agriculture biologique (*Agrobio*) a indiqué qu'elle s'opposerait à toute réduction des contrôles obligatoires et refuserait toute utilisation de pesticide ou fertilisant. *Agrobio* critique également le principe de fixation par chaque État membre du niveau maximum de contamination des terrains bio par des parcelles conventionnelles voisines.

Un centre de développement de pesticides biologiques va ouvrir dans l'Alentejo. Le centre d'innovation de protection des plantes *InnovPlantProtect* verra le jour en 2019 à Elvas, dans le Sud du Portugal. Ce laboratoire collaboratif, qui sera installé dans les locaux de l'Institut national de recherche agricole et vétérinaire (INIAV), vise à développer des stratégies biologiques pour protéger les plantes de maladies, à base d'acides nucléiques et de protéines. Ces solutions davantage respectueuses des écosystèmes devraient permettre de compenser les effets d'éventuelles interdictions de produits chimiques actuellement utilisés par les agriculteurs. Ce projet associe l'Université Nova de Lisbonne, le Centre de biotechnologie agricole et agroalimentaire de l'Alentejo, la Mairie d'Elvas et les multinationales Bayer CropScience et Syngenta. L'*InnovPlantProtect* devrait disposer d'un budget de 2 M€ en 2019, financé par des fonds publics et ses entités fondatrices. D'ici 2024, il devrait employer 50 scientifiques et techniciens et avec un budget de 6 M€.

Grande distribution

Carrefour poursuit son expansion en Espagne, avec l'ouverture prévue en 2018 de 5 hypermarchés et 150 supermarchés, pour atteindre les 1 000 points de ventes dans le pays. Au cours des 10 dernières années, le groupe a ouvert 700 supermarchés, avec pour ambition de concurrence le leader espagnol, Mercadona.



Commerce extérieur

Droits américains antidumping et antisubventions sur les olives espagnoles : la situation devient critique. Le département américain du Commerce a confirmé et relevé les droits antidumping et antisubventions sur les olives de table espagnoles :

<i>Exportateur/producteur</i>	<i>Droits antidumping</i>	<i>Droits antisubventions</i>
Aceitunas Guadalquivir	17,46%	27,02%
Agro Sevilla Aceitunas .Coop.And.	25,50%	7,52%
Angel Camacho Alimentación S.L.	16,88%	13,22%
Autres	20,04%	14,75%

L'ultime décision sur la réalité du dommage économique pour les entreprises américaines reviendra à la Commission américaine du commerce international (ITC), d'ici le 24 juillet. Les exportations d'olives de table noires espagnoles aux Etats-Unis ont baissé de 42,4% par rapport au premier trimestre 2017, passant de 6 900 t exportées à 4 000 t. En revanche, les autres fournisseurs d'olives noires gagnent des parts de marché aux Etats-Unis, où leurs ventes sont passées de 7 000 t à 8 200 t. C'est le cas notamment du Maroc (3 000 t exportées, +33%), de l'Egypte (1 200 t, +50%) et de la Turquie (400 t, +82,3%). Malgré les tarifs annoncés, les producteurs d'olives andalous, principalement sévillans, disent qu'ils continueront à se battre pour maintenir leurs exportations vers les Etats-Unis. Mais l'inquiétude grandit. Selon la Junta d'Andalousie, cette augmentation des tarifs douaniers affectera 8 000 travailleurs andalous et le préjudice économique s'élèvera à 350 M€ sur la période de 5 ans (durée d'application des taxes si elles sont confirmées). Les agriculteurs espagnols craignent que les Etats-Unis n'étendent la hausse des tarifs douaniers à d'autres produits subventionnés par l'UE, comme le vin, le fromage et les légumes. Lors du conseil des ministres de l'agriculture de l'UE du 18 juin à Luxembourg, le Ministre de l'agriculture a déclaré que ces taxes américaines sont injustes et sans aucun fondement économique ni technique.

Le Portugal mise sur l'exportation de viande de porc vers l'Inde et la Chine. Après la Chine en 2017, le ministère de l'Agriculture a annoncé l'entrée en vigueur d'un accord permettant la vente de viande de porc en Inde. Cet accord fait partie des efforts du gouvernement et de la profession pour surmonter la crise porcine de 2015-2016. La Fédération portugaise des associations d'éleveurs de porcs (FPAS) envisage de commencer la vente en Chine au dernier trimestre 2018. L'objectif est d'exporter 80 000 t de viande de porc vers la Chine en 2019, soit plus de 20% de la production portugaise. Malgré la réduction de la production en 2017, la FPAS prévoit une augmentation de son chiffre d'affaires de 540 M€ (en 2016) à 600 M€ (en 2017) en raison de l'augmentation du prix moyen de vente. Depuis 2015, le Ministère de l'agriculture a annoncé l'ouverture de 45 marchés pour 153 produits d'origine portugaise dans le cadre de sa politique d'internationalisation de l'agriculture. Les autorités portugaises travaillent à l'ouverture de 53 nouveaux marchés pour permettre l'exportation de 210 produits.

Actualité sanitaire

Xylella : détection d'un nouvel amandier infecté dans l'actuelle zone démarquée au Nord d'Alicante. Le ministère régional de l'agriculture de la Communauté de Valence a informé les organisations professionnelles de la détection d'un septième foyer de Xylella dans la province d'Alicante. Ce foyer se situe dans la zone actuellement démarquée, dont les limites ne seront pas modifiées. Il s'agit de la même sous-espèce multiplex. La zone d'éradication occupe 1 178 ha avec 1 803 parcelles d'amandiers, soit plus de 54 700 amandiers susceptibles d'être éradiqués. Depuis fin avril, 10 620 amandiers ont été éliminés.

Xylella : les agriculteurs d'Alicante manifestent. Le 11 mai, à l'appel d'ASAJA, 600 personnes ont manifesté à Alicante contre la décision du MAPAMA d'appliquer le plan d'éradication « qui ruine les champs, les paysages et qui menace des zones protégées ». Les manifestants réclament un arrêt immédiat de l'arrachage des arbres sains et la mise en place d'un plan de confinement au lieu du plan d'éradication.

Phytophthora : les chênes d'Estrémadure en danger. Depuis 4 ou 5 ans, des foyers d'arbres secs se sont développés en Estrémadure. Les arbres meurent en quelques mois à cause d'un phytopathogène, phytophthora, qui s'attaque aux racines. Il est très agressif vis-à-vis des chênes verts, qui fournissent les glands, principale ressource alimentaire des porcs ibériques d'Estrémadure. Le développement de la maladie inquiète donc les éleveurs.

FCO : protocole bilatéral Espagne-Portugal pour faciliter la circulation des bovins et des ovins. L'Espagne et le Portugal ont signé un protocole bilatéral visant à faciliter le transport des ovins et bovins pour la reproduction, l'engraissement ou le combat, en provenance de zones réglementées pour la fièvre catarrhale ovine. L'objectif est d'harmoniser les réglementations nationales afin de faciliter les échanges, et d'encourager la vaccination des populations sensibles à la maladie. Les animaux de plus de 4 mois doivent être vaccinés. Ceux de moins de 4 mois doivent provenir de mères vaccinées. Tous les animaux, quel que soit leur âge, doivent être protégés avec un traitement contre les insectes vecteurs jusqu'aux résultats négatifs du test PCR.



Pêches maritimes et aquaculture

L'Espagne, toujours leader de la pêche européenne. Malgré la réduction progressive de sa flotte (9 746 navires en 2017 contre plus de 22 000 navires en 1986), l'Espagne reste numéro un de la pêche en Europe (20% des captures européennes totales). Mais le secteur espagnol reste inquiet face aux nouvelles demandes de Bruxelles dans le cadre de la PCP (restrictions sur les quotas, obligation de débarquement en 2019) et à la perspective du Brexit.

Moins de captures portugaises en 2017. L'an dernier, la flotte portugaise a pêché 179 437 t de poissons, des captures en baisse de 5,9 % par rapport à 2016. Depuis 2006, la flotte autorisée s'est réduite de 37% pour atteindre 4 019 embarcations en 2017. La pêche de maquereau (-30,4%), chinchard (-4,8%) et merlu (-24,6%) dans les eaux portugaises a baissé par rapport à l'année précédente. En revanche, la pêche de sardine a augmenté de 7,7% pour atteindre 14 557 t, tout comme la pêche de thon (+58,4%) et d'anchois (+30,3%). Les exportations de produits liés à la mer ont augmenté de 10,7% et représentent 271 471 t pour une valeur de 1,1 Md€. Les principaux clients du Portugal sont l'Espagne (50,8%), l'Italie (12,5%) et la France (9,1%). Les importations ont augmenté de 9,1% pour une valeur de 2,1 Md€. Le déficit de la balance commerciale des produits de la mer s'est creusé à 1 Md€ (contre 952 M€ en 2016) et le taux de couverture augmente légèrement, à 51,5%.

Sardine : une campagne 2018 très encadrée. Après prolongation pour assurer la préservation de l'espèce, l'interdiction de la pêche à la sardine a été levée le 21 mai. Cette année, la Commission a autorisé le Portugal à pêcher jusqu'à 9 706 t de sardines, soit 66,5% du quota que le pays partage avec l'Espagne (14 600 t). La moitié de ce quota pourra être pêchée jusqu'au 31 juillet et des limites quotidiennes sont en vigueur, tout comme des mesures de protection des poissons juvéniles et d'accompagnement de la pêche. Les autorisations éventuelles de pêche au-delà du 1^{er} août seront évaluées en fonction des résultats des campagnes scientifiques réalisées au printemps.

A la suite de l'amélioration de la ressource, l'Andalousie demande une augmentation des captures de thon rouge. Lors de la dernière réunion de la Commission Internationale pour la Conservation des Thonidés de l'Atlantique (ICCAT), une amélioration des stocks de thon rouge (qui ont atteint des niveaux historiques en 2017) a amené l'Andalousie à demander une augmentation du nombre de captures, soulignant que le thon rouge concerne 180 bateaux et fait aussi vivre des milliers de personnes dans cette Communauté autonome. Le Ministre régional de l'agriculture et de la pêche d'Andalousie a regretté que les intérêts des pêcheurs n'aient pas été mieux défendus par la Commission européenne lors de cette réunion de l'ICCAT.

Polémique hispano-espagnole sur les quotas d'importation de thon rouge. L'UE importe un quota annuel de 25 000 t de longes de thon sans droits de douane, que l'Espagne utilise à hauteur de 54,4%. Or, la révision de ce quota pour 2019-2021 provoque des tensions. Au nom des armateurs espagnols, Cepesca pointe l'origine « douteuse » des importations de longes de thon en provenance de pays accusés de pêche illégale ou de normes de travail différentes (tels que Chine, Thaïlande, Indonésie ou Vietnam) et demande l'abolition de ces avantages tarifaires. En revanche, l'Association espagnole des conserveries, Anfaco, estime que l'offre communautaire et celle des pays ayant des accords préférentiels ne suffisent pas pour répondre aux besoins en matière première des industries espagnoles, notamment à l'export. Elle réclame donc davantage de quota à droit zéro.

L'aquaculture espagnole stagne en 2017. La production aquacole espagnole a stagné en 2017, avec une production de 64 168 t, soit 1% de moins qu'en 2016, selon l'Association des entreprises d'aquaculture d'Espagne (Apromar). Le président d'Apromar se dit préoccupé par cette situation, alors que l'Espagne dispose des moyens et de la technologie nécessaires pour accroître sa production (promotion des produits aquacoles, labélisation des produits espagnols, etc.).

Près de 700 000 € d'aides pour les pêcheurs et aquaculteurs andalous. Allouées aux organisations professionnelles de la pêche et de l'aquaculture, ces aides visent la promotion, la commercialisation et la transformation des produits.

Un plan pour préserver la ressource sur la Costa Brava. Cinq pêcheries ont décidé de limiter l'accès à 500 km² sur le littoral de Gérone pour augmenter la population de poissons et de crustacés ainsi que la taille des individus. Cette mesure devrait se traduire à court terme par une augmentation des populations de lotte, merlu, merlan, crevettes et langoustines. La communauté scientifique qualifie cette initiative d'historique en Méditerranée et l'Institut des Sciences de la Mer va réaliser un suivi pour évaluer son efficacité. Le plan prévoit aussi l'utilisation de filets à grandes mailles pour éviter la capture d'espèces de petites tailles. De plus, la pêche de langoustine est interdite dans une zone délimitée de 9 km², de même que celle du merlu dans une zone propice à sa reproduction.

Responsable de la publication : Hervé Le Roy

Ambassade de France en Espagne

Service Économique Régional

C/ Marqués de la Enseñada, 10 - 28004 Madrid

Rédigé par : Jérôme Frouté, Pauline Farigoule, Guillaume Métayer

avec le Service Eco. de Lisbonne : Stanislas Godefroy,

Christopher Marques

Abonnement : jerome.froute@dgtrésor.gouv.fr

Internet : www.tresor.economie.gouv.fr/pays/espagne

Suivez-nous sur Twitter : @FR_Eco_Iberica



Copyright :

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Madrid

Clause de non-responsabilité :

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.